

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 12/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SOLEVIAL / VdR

ZI

Avenue des Gravasses
12200 Villefranche-De-Rouergue

Références : 12-CRARC-2024-138
Code AIOT : 0006803659

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement SAS SOLEVIAL / VdR implanté ZI Avenue des Gravasses 12200 Villefranche-de-Rouergue. L'inspection a été annoncée le 16/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection vise à s'assurer du respect de la mise en demeure du 31 janvier 2024 suite à l'action nationale 2023 sur le risque incendie dans les silos. De plus, une vérification du contrôle des équipements sous pression (ESP) présents sur le site est effectué.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SOLEVIAL / VdR

- ZI Avenue des Gravasses 12200 Villefranche-de-Rouergue
- Code AIOT : 0006803659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SOLEVIAL de Villefranche de Rouergue (30 salariés) est un producteur d'alimentation animale soumis à la directive IED pour la rubrique 3642. Le site couvre une superficie d'environ 19 500 m² et regroupe les activités suivantes :

- production d'aliments composés conventionnels sous forme de granulés, vermicelles, miettes, farines conditionnées en sac (10%) ou pour des livraisons en vrac (90%).
- distribution via le stockage et la revente de produits conditionnés.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Contrôle des inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Suite mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Suite mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Contrôle de la liste des équipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet
6	Contrôle des requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les actions correctives nécessaires pour lever les non-conformités relevées lors de l'inspection du 11 octobre 2023 (action nationale portant sur le risque incendie dans les silos).

L'inspection propose à Madame la préfète d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Capteurs déport de bandes
Prescription contrôlée : La société SOLEVIAL, dont le siège social est situé Z.I. Les Gravasses, avenue d'Ordiget, 12200 Villefranche de Rouergue, et qui exploite une usine de fabrication d'aliments pour bétail sur la commune de Villefranche de Rouergue, est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois : <ul style="list-style-type: none">• les dispositions de l'article 8.3.13 de l'arrêté préfectoral n°2006-354-3 du 20 décembre 2006 en équipant les élévateurs utilisés pour le transfert de grains de capteurs de déport de bandes (...)
Constats : L'inspection constate que les 4 élévateurs concernés (E01, E0, E1 et E2) sont équipés de capteurs de déport de bandes. Les éléments justificatifs (fiches d'intervention, factures) ont été transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Suite mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle taux d'humidité
Prescription contrôlée : La société SOLEVIAL, dont le siège social est situé Z.I. Les Gravasses, avenue d'Ordiget, 12200 Villefranche de Rouergue, et qui exploite une usine de fabrication d'aliments pour bétail sur la commune de Villefranche de Rouergue, est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois (...) : <ul style="list-style-type: none">• les dispositions de l'article 8.3.12 de l'arrêté préfectoral n°2006-354-3 du 20 décembre 2006 :- en contrôlant, avant déchargement dans les fosses, le taux d'humidité des produits ayant subi une déshydratation autres que les céréales (...)
Constats : L'exploitant s'est doté d'un appareil capable de contrôler la température, le taux d'humidité et le poids spécifique de toutes les matières premières 'vrac' à l'exception des sons de blé et des

<p>pulpes de betterave.</p> <p>Par sondage, l'inspection a consulté le relevé de ces données sur le mois d'octobre et début novembre 2024.</p> <p>L'exploitant a également mis à jour la nouvelle procédure de contrôle des matières premières à réception indiquant notamment les seuils de conformité et la marche à suivre en cas de dérive.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Suite mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle température et alarme
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOLEVIAL, dont le siège social est situé Z.I. Les Gravasses, avenue d'Ordiget, 12200 Villefranche de Rouergue, et qui exploite une usine de fabrication d'aliments pour bétail sur la commune de Villefranche de Rouergue, est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois (...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en contrôlant la température des produits susceptibles de fermenter par des sondes thermométriques. L'exploitant mettra en place un relevé périodique des températures ainsi qu'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de 3 sondes de température à résistance installées en sortie des transporteurs extrayant les matières premières en l'état, à savoir TE2 (couvrant 26 silos), TR6 (10 silos) et TR8 (6 silos).</p> <p>Par conséquent, tout dépassement du seuil de température (fixé à 45°C) provoquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un report d'alarme sur l'écran de supervision ; • un arrêt immédiat de l'extraction des silos ; • une temporisation permettant l'extraction complète de la matière première présente dans le transporteur et dans les élévateurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Contrôle de la liste des équipements sous pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.</p>

<p>Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un fichier listant l'ensemble des équipements sous pression (ESP) présents sur le site en date du 22/11/2024.</p> <p>Pour chaque ESP, ce fichier indique son type, ses caractéristiques techniques ainsi que les dates des dernières et prochaines inspections (tous les 48 mois) et requalifications (tous les 10 ans).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Contrôle des inspections périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; • pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le tableau de suivi des ESP met en évidence une périodicité de 4 ans.</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié les derniers comptes-rendus d'inspections périodiques réalisées par la société APAVE des sécheurs d'air n°1 et 2 en date du 16/10/2020. Ces derniers concluent à</p>

<p>un état satisfaisant de ces appareils.</p> <p>L'exploitant rencontre du retard pour les prochains contrôles périodiques des ESP, initialement prévus fin 2024 (échéances des 4 ans en octobre et novembre non tenues). Ceux-ci ont été programmés le 19 mai 2025 et seront réalisés par l'APAVE. Un justificatif de programmation a été transmis à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les comptes rendus des contrôles périodiques dès réception</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Contrôle des requalifications périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III. Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV. Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; • dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait réaliser un contrôle de requalification de ses ESP selon une périodicité de 10 ans. Par sondage, l'inspection constate que la dernière requalification périodique du récipient (assistance air principal n°402420) a été réalisée le 28/10/2020 par la société APAVE. L'attestation de requalification conclut à l'état satisfaisant de l'équipement.</p> <p>Il en est de même pour le compresseur Rollair n°22520 qui a été vérifié le 16/10/2020 par la société APAVE, sans observations.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
